

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 12 juillet 2021

AUX PRÉSIDENTES-DIRECTRICES GÉNÉRALES, PRÉSIDENTS-DIRECTEURS  
GÉNÉRAUX DES CENTRES INTÉGRÉS ET DES CENTRES INTÉGRÉS  
UNIVERSITAIRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX  
A LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE DU CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET  
DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES

Mesdames,  
Messieurs,

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) vous informe qu'une somme de 4,2 M\$ sera investie afin d'offrir une meilleure couverture de service en obstétrique au sein du réseau de la santé et des services sociaux (RSSS), notamment en rehaussant la main-d'œuvre infirmière. Le contexte actuel met en lumière des défis importants dans le maintien des ressources infirmières, et ce, particulièrement dans les services d'obstétrique. Conscient de ces enjeux, le MSSS souhaite soutenir les établissements à risque de découverture par manque de ressources infirmières en obstétrique et valoriser ces professionnelles dans le RSSS.

Pour répondre aux besoins des établissements du RSSS qui seraient à risque de découverture, le MSSS financera un réseau d'infirmières de dépannage en obstétrique (RIDDO) qui sera composée de 9 équivalents temps complet (ETC) répartis dans les 4 centres hospitaliers universitaires pédiatriques (CHU) de la province. Ce financement est attribué aux CHU conformément à la mission des établissements universitaires de soutenir la formation et le soutien des installations de leur réseau universitaire intégré de santé et de services sociaux.

Vous trouverez, ci-joint, la description de cette mesure ainsi que les modalités d'exécution. Le MSSS invite tous les établissements du RSSS et leurs installations offrant des services d'obstétrique qui pourraient avoir besoin de recourir au RIDDO, à prendre connaissance de ces informations.

... 2

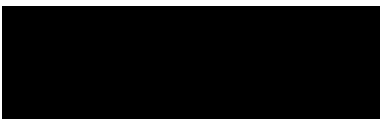
En cas de risque de découverte, vous devrez adresser une demande de dépannage à la Direction santé mère-enfant du MSSS qui assurera la coordination du réseau d'infirmières, en collaboration avec les gestionnaires des établissements prêteurs (CHU), afin de s'assurer de la priorisation des besoins. Lorsqu'une ressource sera prêtée, les deux établissements concernés devront compléter une entente de prêt de service, fournie dans les documents joints.

Les établissements prêteurs et receveurs ont des responsabilités respectives notamment au regard des frais à couvrir.

Veuillez noter que les établissements receveurs devront assumer la totalité des frais de déplacement, d'hébergement et de subsistance de l'infirmière prêtée conformément à la circulaire ministérielle 2018-008 portant sur les frais de déplacement. De plus, advenant le cas où une ressource prêtée, à la suite de votre autorisation préalable, ait à exécuter des heures supplémentaires de travail lors de son dépannage et que ces heures dépassent l'enveloppe budgétaire allouée pour le financement de son salaire, vous devrez conclure une entente avec l'établissement prêteur (CHU) pour le remboursement de ces heures.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La sous-ministre adjointe,



Chantal Maltais

p. j. 1

c. c. Mme Dominique Savoie, MSSS  
Présidentes-directrices générales adjointes et présidents-directeurs généraux adjoints des centres intégrés et des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux

N/Réf. : 21-PF-00001-02